

L'histoire bafouée au 93, rue Lauriston (Paris XVI^e)

Décidément, la mémoire du 93, rue Lauriston gêne toujours. Cet immeuble qui s'élève dans le quartier du Trocadéro à Paris (XVI^e), non loin du siège de la FNDIRP rue Leroux, fut le quartier général de la Gestapo française de 1940 à 1944. C'est entre ses murs que sévit la bande de malfrats collaborateurs dirigée par Bonny et Lafont, comptant parmi les plus dangereuses à l'œuvre en France occupée. Elle ne se bornait pas à spolier et trafiquer pour s'enrichir sans vergogne, mais participait activement à la chasse aux juifs et aux résistants qui étaient soumis aux pires tortures dans l'immeuble de la rue Lauriston. Pendant ce temps le maître des lieux, Lafont, recevait le Tout-Paris de la collaboration.

Depuis juin 2006, une plaque apposée par la municipalité sur la façade rappelait les faits sans détours : « *En hommage aux résistants torturés dans cette maison durant l'occupation, 1940-1944, par des Français, agents auxiliaires de la Gestapo du groupe dit "Bonny-Lafont"* ».

Or, durant l'été, des passants vigilants ont constaté qu'à la suite d'un ravalement de façade cette plaque avait, mine de rien, été remplacée par une autre, avec un texte édulcoré et vide de sens : « *Hommage aux héros de la Résistance 1940-1944* ». Ce qui s'appelle effacer les crimes de la collaboration et réécrire l'histoire ! Oubliés les torturés, les fusillés, les disparus dans les camps de la mort, victimes des agissements des Bonny, Lafont et consorts...

Alertée, la Ville a immédiatement réagi, puisqu'il s'agit d'une plaque municipale et que son texte a été modifié de façon illégale. Elle a donné un mois aux syndic et propriétaires pour remettre une plaque identique à la précédente, comme l'exige la loi. Fin septembre, ils n'avaient pas obtenu alors que le délai était en passe d'être écoulé. Si ce refus devait se prolonger, la Ville se déclare prête à poursuivre en justice ces négateurs de l'Histoire.

Il est symptomatique que des résidents de l'immeuble aient déjà tenté en 2009 de se débarrasser de la mémoire encombrante pour eux du 93, rue Lauriston – en demandant qu'un « 91 bis » remplace le « 93 » ! C'est l'ancien ministre de Jacques Chirac, Hervé de Charrette, qui avait souhaité la disparition de « *l'adresse de la honte* ». Président de la chambre de commerce franco-arabe sise dans l'immeuble, il se disait embarrassé par ce lourd passé et avait demandé au maire du XVI^e Claude Goasguen de soumettre sa requête aux élus de son arrondissement. Ce que ce dernier avait fait, provoquant une vive polémique et, entre autre, l'indignation de la FNDIRP. Finalement M. de Charrette et la chambre de commerce franco-arabe déménagèrent et le « 93 » fut maintenu tel quel. Mais cinq ans plus tard, c'est la plaque qui a disparu...



La plaque scellée au 93, rue Lauriston avant les travaux de l'été 2014. Quand retrouvera-t-elle sa place ?

Cet exemple d'occultation de l'histoire n'est évidemment pas unique. Dans le XVI^e arrondissement parisien toujours, les copropriétaires du 180, rue de la Pompe refusent jusqu'à ce jour qu'une plaque signale les crimes qui y furent commis en 1944 par une autre équipe d'auxiliaires français de la Gestapo et que soit évoqué le sort des nombreux résistants tombés dans ses filets ; beaucoup furent torturés sur place, jusqu'à la mort. Funeste histoire, bien sûr, mais que personne ne peut ni ne doit ignorer. Pourtant, sans l'accord des propriétaires, il est légalement impossible à la municipalité d'apposer une plaque... ■